

LE DISTRICT DE L'ITURI AU CONGO

Introduction au conflit en Ituri (1999-2004) :

De 1999 à 2004, le district de l'Ituri, qui avait été plutôt épargné par la Seconde Guerre du Congo, a connu ce que les Ituriens ont eux-mêmes appelé une « guerre tribale » entre deux ethnies, les Lendu et les Hema, et soutenue par des forces étrangères. Ce conflit a fait environ 50.000 morts et 500.000 déplacés entre 1999 et 2003.

Données générales

Pays :

République démocratique du Congo

Province :

Province Orientale

Chef-lieu :

Bunia

Superficie :

65.658 km² (plus de deux fois la Belgique)

Situation géographique :

L'Ituri est un district de la province Orientale au nord-est de la République démocratique du Congo. L'Ituri est situé sur le versant occidental du Lac Albert. Ce district partage des frontières avec deux autres pays (l'Ouganda et le Soudan). Cette région comporte des hauts plateaux, une grande forêt tropicale et des paysages de savane.

Population :

Estimée à 6.5 millions d'habitants en 2009¹. La population est composée de 18 ethnies différentes dont les principales sont les Alur, les Lendu, les Lugbara, les Hema, les Wabira

Langue officielle :

Français

Langues parlées localement :

Kiswahili, Alur, Lingala

Ressources :

Le district de l'Ituri est riche en or, avec notamment la mine de Kilo-Moto, mais aussi en produits agro-pastoraux, en bois, en café et potentiellement en pétrole



¹ Voir *Les conflits fonciers en Ituri, de l'imposition à la consolidation de la paix*, RCN Justice & Démocratie, septembre 2009, p. 15.

LES CAUSES DU CONFLIT

L'origine du conflit en Ituri se trouve dans l'accès inégal à la terre, à la sphère politique, à la sphère économique et à l'éducation. Plusieurs causes peuvent expliquer l'explosion de violences entre 1999 et 2004.

L'exacerbation des tensions ethniques et des problèmes fonciers :

Tant durant l'ère coloniale que sous Mobutu, les politiques d'éducation et d'accès aux diverses richesses ont favorisé les Hema.

À l'époque de la colonisation, la stratégie de l'administration coloniale consistait en effet à favoriser certains groupes au détriment d'autres, en répandant des mythes d'infériorité et de supériorité pour mieux diviser et gouverner les peuples colonisés. En Ituri, ce sont les Hema, peuple pasteur, qualifié de supérieur, qui ont bénéficié des faveurs des colons au détriment des agriculteurs Lendu marqués d'un label d'infériorité. Les Hema ont donc été les premiers à accéder à l'éducation, à travailler dans l'administration coloniale et dans les exploitations tandis que les Lendu ont plutôt occupé des postes subalternes et de main-d'œuvre dans ces exploitations. Cette politique aura pour conséquence d'exacerber les tensions entre les deux communautés et d'accroître l'idéologie ethnique qui va alors se politiser. Cette domination va susciter des mouvements réguliers de révolte de la part des Lendu en 1911, 1921, 1975, 1982 et 1994. Il s'agit cependant encore de conflits ponctuels et de faible intensité.

Durant la période de Mobutu et dans le cadre du mouvement de zaïrianisation de l'économie aux alentours de 1974, de nombreuses exploitations belges ont dû être abandonnées. Les Hema, mieux éduqués et plus proches du pouvoir, n'ont pas eu de mal à s'approprier ces exploitations agricoles en faisant enregistrer les propriétés et en soudoyant les autorités locales². Ignorant pour la plupart les procédures d'enregistrement et ne disposant pas des moyens financiers nécessaires, les Lendu n'ont pas été en mesure de rétablir l'équilibre dans cette inégale répartition des richesses foncières. À la fin de la période Mobutu, plusieurs milices locales pro-Hema (UPC, PUSIC) ou pro-Lendu (FRPI, FNI) se sont alors formées, auxquelles allaient se rallier par la suite d'autres groupes ethniques de l'Ituri.

Rapidement, la région s'est également retrouvée sous l'influence de l'armée ougandaise (UDPF), qui, en jouant un double jeu avec les différentes factions armées, s'assurait le contrôle des zones aurifères et des ventes d'armes dans la région.

Dans les années 2000, les deux groupes ethniques que sont les Hema et les Lendu s'accuseront réciproquement de volonté d'extermination.

Les enjeux économiques

L'appropriation des richesses de l'Ituri est donc aussi à la base de l'opposition entre Hema et Lendu et de l'intervention des forces ougandaises. Comme ailleurs en Afrique, la question de l'accès aux ressources est cruciale. Concernant l'or par exemple, il est facile dans de telles zones de non-droit de prendre le contrôle sur les mines afin d'écouler l'or sur un marché mondial insuffisamment réglementé. Comme d'autres minerais, l'or est utilisé dans les pays occidentaux à diverses fins industrielles et technologiques. Il est donc important de comprendre que les populations locales ne retirent qu'un bénéfice extrêmement minime, voire inexistant, de l'exploitation des ressources naturelles.

La pression démographique

La densité de population est très importante en Ituri. Or, les principales ressources de la région sont les terres et les pâturages et la forte densité démographique a tendance à réduire les terres cultivables et les pâturages disponibles.

L'utilisation de milices tribales dans le jeu politique

Les leaders politiques s'appuient également sur les milices tribales pour avoir plus de poids. En 2003, l'Ituri comportait au moins six groupes armés et environ un total de 20.000 à 25.000 miliciens.

² Sous la loi congolaise, un titre de propriété non contesté pendant deux ans devient incontestable. De plus, l'introduction de la loi foncière sous Mobutu en 1973 modifie le cadre juridique.

LE CONFLIT, DE 1999 À 2004

La violence a finalement éclaté en juin 1999. Même si les versions de l'histoire diffèrent³, il est souvent évoqué un conflit foncier entre les deux communautés comme l'étincelle ayant provoqué l'embrasement de la région pour les 5 ans à venir. La mise en place d'une *Commission de Pacification et du Suivi* par le gouverneur de province en août 1999 ne suffit pas à mettre fin au conflit et à cette première vague de violence. En août 2002, l'UPC parvint à reprendre le contrôle de la ville de Bunia, entraînant ainsi une nouvelle escalade de la violence ethnique. Le conflit se répandit également dans les communautés voisines, notamment les Wabira et les Alur. Le 5 septembre 2002, environ un millier de Hema et de Wabira furent massacrés dans un hôpital local. Durant ces affrontements, l'Ouganda a été pointé du doigt à plusieurs reprises comme le maître d'œuvre d'un conflit qui risquait de déstabiliser le processus de transition mis en place à Kinshasa par le gouvernement. Les autorités occidentales ont dénoncé la présence des forces armées ougandaises comme contraire aux accords de Luanda et de Sun City qui prévoyaient le retrait rapide des forces étrangères de RDC.

Sous cette pression internationale, l'armée ougandaise s'est donc rapidement retirée de l'Ituri en avril 2003 et est remplacée par les casques bleus de la MONUC (actuelle MONUSCO). Cette présence internationale n'a pas empêché les affrontements entre les Hema de l'UPC et les Lendu du FNI/FRPI (alliés de l'UPDF), à Bunia de mars à juin 2003. Durant trois mois, les milices Lendu et Hema ont successivement pris la ville de Bunia en procédant à des opérations d'épuration ethnique.

Dans l'impossibilité de mettre fin aux combats, la MONUC a dû faire appel à une force militaire européenne⁴ qui a permis de stabiliser la situation militaire et de mettre temporairement un terme aux combats. Les combats pour le contrôle de la ville ont alors été remplacés par des attaques contre la MONUC et des exactions commises contre la population civile, allant même jusqu'à la mort de 9 casques bleus en février 2005. Ce n'est que quelques mois plus tard, suite au démantèlement de certains groupes armés et à l'arrestation de certains de leurs chefs, que l'Ituri a pu sortir de la crise, même si les violences n'ont jamais tout à fait cessé. **Le district reste en effet toujours soumis à des violences communautaires et des conflits fonciers ponctuels qui empêchent le retour à une paix durable**⁵.

³ Les versions Lendu et Hema se contredisent (K. Vlassenroot et T. Raeymakers, *Le conflit en Ituri*, L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2002-2003, p. 215).

⁴ L'opération Artémis est menée sous commandement français (Force multinationale intérimaire d'urgence, autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU).

⁵ Voir le rapport ICG : Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri, Rapport Afrique n°41, mai 2008.

Sources

- K. Vlassenroot et T. Raeymakers, *Le conflit en Ituri*, L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2002-2003, pp. 208-233.
- T. Vircoulon, *L'Ituri ou la guerre au pluriel*, Afrique contemporaine, 2005/3, n°215, pp. 129-146.
- Kulele Ngampo, *Processus de paix en Ituri. Prévention et gestion post-conflit*, www.chaireunesco.org/pdf/Resume_03.pdf
- Alphonse Maindo Monga Ngonga, *La République de l'Ituri en République démocratique du Congo : un far west ougandais*, Politique africaine, 2003/1, n° 89, pp. 181-192.
- International Crisis Group, *Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri*, Rapport Afrique n° 140, 13 mai 2008.
- Human Rights Watch, *Ituri : « Couvert de sang »*, 7 juillet 2003, <http://www.hrw.org/fr/print/reports/2003/07/07/ituri-couvert-de-sang>
- RCN Justice & Démocratie, *Les conflits fonciers en Ituri, de l'imposition à la consolidation de la paix*. Septembre 2009, voir : http://www.rcn-ong.be/IMG/pdf/RCN_-_Conflits_fonciers_Ituri_-_nov2009.pdf
- F. Liégeois et T. Vircoulon, *Violences en brousse, le peacebuilding international face aux conflits fonciers*, Note de l'IFRI, février 2010. <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=5934&lang=fr>

